

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

12 juin 2015

---

NOUVELLE ORGANISATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE - (N° 2830)

Tombé

**AMENDEMENT**

N ° CL240

présenté par  
Mme Grelier et M. Mennucci

-----

**ARTICLE 18**

A l'alinéa 5, après les mots :

« zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »,

supprimer les mots :

« qui sont d'intérêt communautaire ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La Cour des Comptes a constaté dans son récent rapport sur les finances publiques locales un émiettement excessif des compétences de développement économique au sein du bloc communal.

Figurant parmi les compétences obligatoires de toutes les catégories de communautés, le développement économique local doit être rendu plus lisible pour les entreprises à travers un effort de clarification des compétences et des mutualisations intercommunales plus avancées.

L'enjeu est de simplifier les circuits de décision dans l'offre de solutions foncières et immobilières. Il apparaît donc nécessaire de renforcer les compétences « opérationnelles » des intercommunalités pour en faire le maître d'ouvrage de proximité pour la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités économiques. L'unification de la compétence création, aménagement et gestion des zones d'activités économiques l'échelle intercommunale permettra aux entreprises de s'appuyer sur un interlocuteur unique pour l'offre de services supports et d'équipements publics (réseaux divers, numérique, logement et transport des salariés...). Elle permettra aussi aux communautés de communes et d'agglomération d'assurer la continuité dans le suivi du parcours résidentiel de l'entreprise et des établissements implantés dans le territoire.

Tel est l'objet du présent amendement.